

Investissements publics : Tamatave, privée de la liberté de choisir

Tribune – Edito -Jonasy Joelson - 22/01/13

À son tour, la ville de Tamatave s'est vue attribuée deux projets d'investissements publics hors budget : un hôpital « *manara-penitra* » et des « *trano mora* ». D'autres grands projets présidentiels viendront grossir prochainement la liste de ces projets d'infrastructure publique sans que le Parlement puisse y mettre son nez dont le dernier en date un espace de danse « *manara-penitra* », promis par Rajoelina lors de l'inauguration de l'Hôtel de ville de Tamatave. Autant dire que le locataire d'Ambohitsorohitra continue à enfreindre la limite de la mission que lui impose la feuille de route, celle de ne s'occuper que des affaires courantes et fait fi de toutes règles de l'orthodoxie administrative malgache en occultant, dans sa démarche, tous projets de loi de finances et l'avis du Parlement.

Sans m'attarder sur la source desdits financements dont la thèse la plus plausible me semble être la mise à disposition par une banque chinoise d'une ligne de crédit à l'État malgache, en contre partie d'une signature à long terme de permis minier en faveur des exploitants miniers chinois, je m'empresse à noter que le Président de la transition est en train de récidiver les mêmes erreurs commises dans le passé : investir l'argent public au mépris des règles procédurales en vigueur. Il est navrant de constater qu'Andry Rajoelina semble ignorer que sa façon de gérer le pays n'est qu'un *remake* des pratiques pour lesquelles les bailleurs traditionnels ont mis le holà, en 2008, à la gouvernance du régime précédent. Difficile de croire qu'un « révolutionnaire » qui a promis au peuple malgache un changement et une meilleure gestion des finances publiques soit l'auteur de tel manquement et responsable d'une maladresse préjudiciable à la crédibilité de la transition dont il est le patron.

Rappelons que tout programme d'investissement public, quel qu'il soit, doit être soumis au Parlement via un projet de loi de finances pour contrôle et approbation [1]. Le rôle de Rajoelina Andry Nirina, de par son statut de chef d'État, se limite à sa promulgation. Il n'est aucunement de son ressort de décider du choix d'un investissement. C'est au peuple, par le truchement de ses représentants au Parlement (peu importe qu'ils soient élus ou désignés), de choisir librement les types d'investissements qu'il juge prioritaires et utiles au pays. C'est dire que le choix d'un Président ne coïncide pas forcément à celui de son peuple. Si le Président de la transition leur avait donné la liberté de choisir, les Tamataviens auraient opté vraisemblablement pour la réhabilitation et la dotation en nouveaux équipements du vieil « *hôpital be* » plutôt que de disposer d'un hôpital « *manara-penitra* » inaccessible à leur bourse, la rénovation des gares routières de la ville, comme l'avait souhaité la représentante des transporteurs, à la tribune de la cérémonie d'inauguration de l'Hôtel de ville, plutôt qu'un espace de danse « *manara-penitra* » ! En tout cas, dans un pays démocratique normal, un Président, fût-il légitimé par la voie des urnes, n'a pas la carte blanche pour décider du choix des projets d'investissements publics. Autrement, il va au-delà de la limite de ses prérogatives et outrepassa les pouvoirs que lui confère la loi. En droit romain, un tel acte est passible d'une condamnation en justice pour délit de « *ultra vires* ». Chez nous, son auteur peut l'exhiber avec fierté comme un trophée, en toute impunité, via des cérémonies publiques et pire, le récidiver à plusieurs reprises sans pour autant en être inquiété.

À force de commettre impunément des actes débordant la légalité, nos dirigeants institutionnalisent le comportement « *ultra vires* » de façon à nous exposer dangereusement à un regrettable absolutisme (monarchique ou autre) où le détenteur de pouvoir concentre en ses mains la totalité des prérogatives et gouverne sans contrôle. Faisons attention de ne pas tomber dans un système contribuant à la prolifération de personnalités politiques dont la seule devise est le « *aut Caesar, aut nihil* », des apprentis despotes qui veulent à tout prix être empereurs agissant au-dessus de toutes lois. Tout peut arriver si nous ne sommes pas disposés à refonder notre nation sur de bases réellement démocratiques où devront être prévues toutes les balises pouvant limiter ce périlleux glissement.

Notes

[1] Je ne crois pas au prétexte avancé par le Ministre des Finances comme quoi tous ces projets ont été bouclés à l'époque où le Parlement n'existait pas encore, suite à sa dissolution après le putsch de 2009.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Investissements-publics-Tamatave,18379.html>